

Avril 2006

# LA LETTRE

de la

## coopération décentralisée



### La réforme des cofinancements de la coopération décentralisée

De nombreuses collectivités territoriales ont alerté notre association, souvent par le biais des présidents des groupes-pays, sur leurs interrogations et leurs inquiétudes au sujet de l'évolution des cofinancements du ministère des Affaires étrangères pour les projets de coopération décentralisée.

Lors de la réunion du bureau exécutif de Cités Unies France du 8 mars dernier, ce point a été évoqué et je me suis engagé à prendre contact avec les représentants du ministère des Affaires étrangères.

Ainsi, ces derniers jours, je me suis entretenu avec le directeur général de la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DGCID), M. Philippe Etienne, le directeur de la Direction du Développement, M. Jean-Christophe Deberre, le Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales (AECL), M. Antoine Joly. Ces échanges ont permis d'apporter des clarifications.

En ce qui concerne les projets pluriannuels, le ministère reconnaît que la clé de répartition initiale des crédits sur Fonds de solidarité prioritaire (FSP) 2006, liée à la déconcentration dans sept pays, a créé de fortes tensions entre les montants de cofinancements disponibles et ceux demandés, en particulier pour le Sénégal et le Burkina Faso. Afin d'y remédier, la répartition de ces crédits a été revue dans un sens plus favorable à ces deux pays.

Le ministère a souligné que l'enveloppe globale des crédits pour la coopération décentralisée a connu une légère augmentation depuis 2005. Il reconnaît, toutefois, que pour certains pays et pour certains thèmes, la capacité des collectivités territoriales françaises et des associations de coopération décentralisée de monter des projets et de demandes de cofinancement, dépasse nettement les enveloppes disponibles. Cela s'applique, en particulier, aux projets mis en place grâce aux nouveaux moyens mobilisés par les collectivités au titre de la Loi Oudin sur l'eau et l'assainissement. Les évolutions dans le positionnement de l'Agence Française de Développement seront importantes à cet égard. Nous poursuivons, par ailleurs, un dialogue régulier avec l'AFD.

(suite en page 2)

Le mot du président	p.1-2	Jeunesse	p.11
Afrique	p.2	Turquie	p.11
Interview	p.3	Développement durabl	p.12
Amérique Latine	p.4	CGLU	p.13-14-15
Méditerranée	p.5-6-7	Calendrier	p.16
PECO	p.8-9-10	Publications	p.17

**Sommaire**

Mot du président (suite de la page 1)

Quant aux crédits pour la coopération décentralisée européenne, j'ai pu rappeler la position exprimée par les présidents des groupes pays concernés, en janvier dernier.

Cités Unies France, porte parole des collectivités locales engagées dans la coopération décentralisée, continuera à suivre toutes ces questions de près. Les réunions de groupe pays seront également, ces prochains mois, des moments forts pour rediscuter des priorités des collectivités territoriales, pays par pays.

**Charles Josselin**  
Président de Cités Unies France

# AFRIQUE



LA LETTRE *d'information*  
Avril 2006

## Fonds Cités Unies France des Collectivités françaises pour le Niger

Président du Groupe Pays Niger : M. André Bussery, maire honoraire de Juvisy sur Orge

La première réunion du comité de pilotage pour le « Fonds Niger » s'est tenue le vendredi 17 mars 2006.

Ce Fonds a été mis en place par Cités Unies France à la suite de l'appel lancé aux collectivités adhérentes par M. Josselin le 24 août 2005, et relayé par M. André Bussery, président du groupe pays Niger, maire honoraire de Juvisy sur Orge.

A ce jour, la somme récoltée s'élève à 31 850 euros. Cités Unies France remercie les collectivités qui l'ont abondé : Annecy, Bègles, Communauté Urbaine de Nantes, Douai, Olonne sur mer, Saint Quentin Fallavier, Sézanne, Villiers, Yzeure.

Le Fonds restant ouvert jusqu'à la réalisation d'un premier projet en 2006, les collectivités qui souhaiteraient apporter leur contribution ultérieurement sont invitées à se rapprocher du pôle Afrique.

contact : Constance Koukoui (chargée de mission) [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

## Africités IV : réunion d'information et de préparation à CUF

Comme annoncé dans la Lettre d'information du mois de mars, par laquelle il vous était fait part du prochain sommet Africités IV à Nairobi, Kenya (18-24 septembre 2006), nous avons le plaisir de vous informer qu'une première réunion d'information et de préparation aura lieu le **mardi 25 avril 2006 de 14h30 à 17h**, dans les locaux de Cités Unies France.

Cités Unies France  
9, rue Christiani  
75018 Paris  
Métro : Barbès

Cette réunion se déroulera en présence de Monsieur Jean-Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général du Partenariat pour le Développement Municipal (PDM) et de ses collaborateurs.

Contacts : Constance Koukoui (chargée de mission) [c.koukoui@cites-unies-France.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-France.org)  
Astrid Frey (chargée de mission) [a.frey@cites-unies-France.org](mailto:a.frey@cites-unies-France.org)



## **Colloque de la coopération décentralisée - Sorbonne 27-28 avril 2006**

**Interview de monsieur Yves Viltard, maître de conférence à la Sorbonne et chercheur au CRIS (Centre de Recherche International de la Sorbonne), co-organisateur avec Cités Unies France du colloque.**

### **Quel intérêt le CRIS retire-t-il d'une collaboration avec Cités Unies France ?**

Le sujet m'a paru très pertinent, dans un premier temps parce que j'ai personnellement proposé un programme de recherche sur la coopération décentralisée dans le cadre du CRIS, et ensuite, parce que peu de travaux ont été menés sur la coopération décentralisée jusqu'à présent. Ceci conduit à nous poser une question qui se trouve être au cœur du colloque : pourquoi la coopération décentralisée n'a pas suscité plus de vocations de recherches ?

Il serait donc intéressant que les sciences sociales et les sciences politiques approfondissent cette thématique qui commence à être explorée, notamment dans le dernier chapitre de l'ouvrage de Marie-Claude Kessler qui traite des nouveaux acteurs impliqués dans la coopération décentralisée.

### **La coopération décentralisée intéresse-t-elle le monde universitaire ?**

La coopération décentralisée n'a intéressé que marginalement le monde universitaire mais, selon moi, cela mérite d'être analysé, dans le sens où aujourd'hui, le milieu académique est loin d'être le seul producteur de savoir. En effet, à côté même des savoirs professionnels, existe une frange complexe à analyser qui est du domaine de l'expertise et qui prétend fonctionner selon des critères proches des critères académiques et dont le fonctionnement, justement, n'est pas purement académique. Cette frange est plutôt orientée vers l'action et impliquée dans les politiques publiques par le biais du conseil ou de la participation aux évaluations des politiques menées pour l'État et les collectivités territoriales. D'une certaine façon, la coopération décentralisée relève principalement du domaine de l'expertise.

### **Personnellement, qu'attendez-vous de ce colloque ?**

Je souhaite que ce colloque nous fasse progresser vers une approche plus universitaire de la coopération décentralisée.

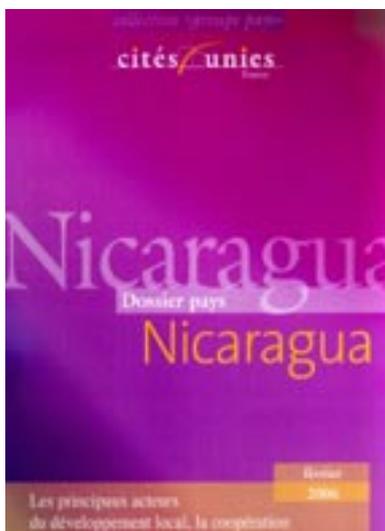
Au fond, ce qui m'interroge sur la coopération décentralisée, c'est l'existence d'un concept ou d'une notion purement française, ce qui est assez original dans un monde où ces notions sont habituellement et universellement partagées et où les institutions internationales donnent le ton dans ce genre de domaine.

De par sa genèse, la coopération décentralisée s'est imposée sur un plan institutionnel et juridique dans un cadre français, ce qui supposait la tenue d'un discours justifiant, légitimant ce dispositif, visant à rendre compte de l'utilité de la coopération décentralisée. D'où la question posée par le colloque qui est le sens à donner à la coopération décentralisée et on voit ici combien tous les acteurs sont partie prenante : aussi bien les administrations centrales que la fonction publique territoriale, que les élus locaux et les milieux associatifs.

Tous ces acteurs sont à chaque instant amenés à trouver un sens à la coopération décentralisée, autant du point de vue des pays aidés que de celui des acteurs du nord.

Enfin, le travail de justification d'un discours expert qui n'a pas trouvé ses raisons dans le discours académique, est pour moi une cause d'interrogation majeure.

**Vous pouvez télécharger le dossier d'inscription au colloque sur le site Internet de Cités Unies France : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)**



## Parution du Dossier Pays Nicaragua

Le Dossier pays Nicaragua qui décrit les principaux acteurs du développement local, la coopération bilatérale, la coopération décentralisée, l'organisation territoriale et le système politique du pays, vient de paraître.

« Le présent ouvrage s'adresse aux différents acteurs locaux (collectivités territoriales, associations, entreprises) désireux d'engager des projets de coopération avec des partenaires nicaraguayens. Il offre un aperçu du contexte politique ainsi que de l'organisation administrative du pays, éléments indispensables pour comprendre les enjeux de la coopération entre nos deux pays. »

**Marie Pierre Rouger**, Conseillère municipal de Fougères, déléguée à la coopération et échanges internationaux  
Conseillère Régionale de Bretagne  
Présidente du Groupe Amérique Centrale de Cités Unies France

Pour commander cette publication, se reporter en page 16

## Mission au Brésil du 13 au 19 mars 2006

Une délégation du comité de pilotage **des premières rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne** s'est rendue au Brésil du 13 au 19 mars 2006. La délégation était composée d'Antoine Joly, délégué pour l'action extérieure des collectivités locales, Gérard Bodinier, conseiller aux relations internationales du cabinet du président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Felicia Medina, chargée de mission du pôle Amérique latine de Cités Unies France.

Cette mission avait pour double objectif de finaliser le programme des prochaines Rencontres franco-brésiennes prévues les 22, 23 et 24 mai prochain, accueillies par la région PACA, avec les organisateurs brésiliens et d'assurer la mobilisation des collectivités locales brésiennes.

Des réunions de travail ont eu lieu à São Paulo, Salvador et Brasilia. Des représentants du secrétariat des affaires fédérales de la présidence de la République, des ministères concernés, de l'Ambassade de France, des trois associations nationales des municipalités comme le Front National de Maires (FNP) la Confédération Nationale de Municipalités (CNM) et l'Association Brésilienne des Municipalités (ABM), ainsi que des autorités locales d'une quinzaine de collectivités locales, y ont participé.

Le gouvernement et les autorités locales brésiennes ont manifesté leur intérêt et l'importance qu'ils accordent à cette rencontre, elle sera l'occasion de faire un bilan et de réfléchir ensemble sur les nouvelles perspectives de la coopération décentralisée franco-brésilienne.

Pour plus d'informations sur les Rencontres franco-brésiennes des 22, 23 et 24 mai 2006, consulter le site des Rencontres à l'adresse suivante : [www.cooperation-decentralisee-f-br.org](http://www.cooperation-decentralisee-f-br.org)



### **Intervention de Claude Nicolet, Président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine, à Strasbourg, le 17 mars 2006 à la Commission Permanente des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe**

Monsieur Claude Nicolet a été auditionné devant les représentants des pouvoirs locaux de 46 Etats membres du Conseil de l'Europe sur le thème des Missions d'observations des élections locales en Palestine organisées par le RCDP au cours de l'année 2005.

De nouvelles pistes de travail en commun ont été explorées entre le Conseil de l'Europe et le RCDP. En effet, le Président de la Commission Permanente des pouvoirs locaux et régionaux, M. Giovanni Di Stasi, s'est dit très intéressé par le travail fait par les collectivités locales françaises et européennes en direction du Proche-Orient et souhaite renforcer le rôle des pouvoirs locaux en coordination, notamment, avec le Comité des Régions. Le Conseil de l'Europe est prêt à assister à une prochaine réunion des collectivités locales européennes qui travaillent en direction du Proche-Orient à Bruxelles, au Comité des Régions, avec l'objectif d'avancer ensemble sur la question de la paix au Proche-Orient et des droits du peuple palestinien.

Par ailleurs le Président DI STASI a annoncé que **l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe organiserait, début avril à Strasbourg, une rencontre sur le Proche-Orient en invitant une délégation d'élus palestiniens dans laquelle on retrouvera des représentants du parti Hamas.**

Extrait du discours de Claude Nicolet :

« ... Nous avons à ce jour participé à toutes les phases des élections municipales et ce sont plus de 150 élus locaux français, ainsi que des Italiens, Espagnols et Néerlandais qui se sont rendus sur place pour participer à ces missions d'observation internationale organisées par le RCDP... Ces missions étaient préparées en France avec le ministère des Affaires étrangères, ainsi qu'avec le Conseil d'Etat pour tout ce qui relevait de l'expertise et de la réflexion concernant l'éthique qui devait entourer notre démarche. Par ailleurs, nous étions mandatés par la nouvelle organisation mondiale des collectivités locales (CGLU), basée à Barcelone. Certes la victoire du Hamas aux élections législatives pose un problème de réponse politique, mais les collectivités locales ne souhaitent pas renoncer à leur action en Palestine même si elles sont légitimement prudentes...Quoi qu'il en soit, on ne peut contester la légitimité de celles et ceux qui sont sortis vainqueurs des urnes et il est urgent de s'interroger sur les raisons d'une telle victoire qui n'est en rien le fruit du hasard... ».

Le Fonds de Coopération Décentralisée pour la Palestine (FCDP) a été créé en novembre 1994 sur l'initiative d'adhérents français de Cités Unies France afin de coopérer avec des villes palestiniennes. Soutenu par la Commission européenne, le Ministère français des Affaires étrangères et le Ministère de la Jeunesse et des Sports le FCDP reste le fruit d'une étroite collaboration avec le Ministère du Gouvernement Local Palestinien.

Devenu Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP), en février 2003, celui-ci réunit, conseille, forme et représente les collectivités locales françaises en coopération décentralisée avec la Palestine.

L'expertise du RCDP repose sur l'équipe de Cités Unies France à Paris et un bureau permanent à Ramallah. C'est donc une association à forte identité institutionnelle à laquelle n'adhèrent que des collectivités locales ou territoriales.

## Tournée « D'une seule voix » : des artistes palestiniens et israéliens chantent ensemble

Ils sont Juifs ou Arabes israéliens, Musulmans ou Chrétiens palestiniens, Chrétiens latins, Grecs melkites ou Arméniens. Tous résident en Israël ou en Palestine. En solistes ou en groupes, ils chantent la même terre, la même ville - Jérusalem - le même désir de vivre en paix. Message de dignité, de respect mutuel et d'espérance, le disque « D'une seule voix » (Ad Vitam records) a remporté en France le **Prix Siloë Musique 2004**. Il a été unanimement salué par la presse nationale.

En attendant la tournée, le RCDP a organisé, le 14 mars dernier, une réunion pour finaliser les derniers préparatifs logistiques.

### 16 villes pour accueillir les artistes

En relation avec « Cités Unies France » et ses Groupes Pays Israël et Palestine, les organisateurs ont réuni autour de ce projet le soutien d'un certain nombre de collectivités territoriales françaises (villes, régions, communautés de communes) entretenant des relations privilégiées avec Israël et/ou la Palestine à travers des jumelages ou des programmes de coopération décentralisée. Leur réaction a été très positive.

Les collectivités, qui accueillent la tournée, sont de véritables partenaires : elles mettent à disposition les salles de concert et leurs équipes techniques (salles de 800 à 1 500 places en moyenne, parmi les plus belles salles de spectacles en France) ; les collectivités assurent également l'hébergement et la restauration des artistes après chaque concert.

### Etapas et calendrier de la tournée :

La Roche-sur-Yon	dimanche 14 mai 2006 (« Le Manège » - 840 places)
Nantes	lundi 15 mai (Auditorium de la Cité des congrès- 800 places)
Rennes	mardi 16 mai (« Le Liberté » - jusqu'à 5 000 places)
Lille	mercredi 17 mai (Lille Grand Palais – Espace Vauban - 1 480 places)
Rouen	vendredi 19 mai (Gymnase Saint-Exupéry – 1 500 places) (Dans le cadre du Festival Voix de fête)
Dunkerque	samedi 20 mai (Le Kursaal – Palais des Congrès – jusqu'à 3 500 places)
Clermont-Ferrand	dimanche 21 mai (Maison des congrès et de la culture – 1 300 places)
Toulouse	lundi 22 mai (La Halle aux Grains – 1 200 places)
Bordeaux	mardi 23 mai (Théâtre national de Bordeaux- Salle Antoine Vitez–747 places))
Lourdes	mercredi 24 mai (Salle Padre Pio – 1 000 places)
Marseille	jeudi 25 mai (Auditorium du Palais du Pharo – 840 places)
Besançon	samedi 27 mai (Opéra-Théâtre – 1 050 places)
Strasbourg	lundi 29 mai (Opéra – 1 140 places)
Nancy	mardi 30 mai (Salle Poirel – 850 places)
Paris	mercredi 31 mai (Théâtre national de Chaillot ?)

Cette tournée sera ponctuée par **un concert final à Jérusalem le 11 juin 2006** (à l'auditorium de Notre-Dame de Jérusalem, où avait eu lieu le premier concert du 25 novembre 2004)

**Tous les concerts sont gratuits, de façon à ce que chacun puisse y assister.**

La tournée « D'une seule voix » ne prétend en aucun cas être « la tournée de la paix », même si tous ses participants sont de véritables porteurs de paix. Les artistes entendent simplement exprimer un témoignage de respect mutuel, de dignité et d'espérance.

Réunion du Groupe Pays LIBAN, le 15 mars 2006  
Président du Groupe Pays : M. Jean-Michel Daclin, Maire adjoint de Lyon

Une réunion du groupe-pays Liban s'est tenue à Cités Unies France mercredi 15 mars 2006. Présidée par M. Jean-Michel DACLIN, Maire adjoint de Lyon, et en présence de Mme TAHA AUDI, Premier Secrétaire de l'Ambassade du Liban à Paris, la réunion a permis de faire le point sur le contexte libanais, de présenter les grandes orientations de la coopération bilatérale en direction du Liban et de faire un tour de table des différentes coopérations décentralisées franco-libanaise en cours. Un nouveau programme de travail a été envisagé, basé sur l'organisation de réunions thématiques. Enfin, des dates et un programme prévisionnel de mission ont été retenus en vue de la prochaine mission d'élus au Liban, prévue au mois de juin 2006.

Réunion du Groupe Pays ALGÉRIE, le 9 mars 2006  
Président du Groupe Pays : M. Georges Morin, adjoint au maire de Gières

Dans le cadre de la réunion du groupe-pays Algérie, présidé par M. Georges Morin, adjoint au maire de Gières, qui a eu lieu le jeudi 9 mars, plusieurs points ont été évoqués :

- **les relations bilatérales franco-algériennes**, qui ont souffert en 2005 de l'entrée en vigueur de la loi relative aux aspects positifs de la colonisation, devraient s'intensifier et se consolider en 2006, avec la signature du Traité d'Amitié.
- les résultats des élections municipales partielles de novembre 2005 en Algérie, les noms et coordonnées des nouveaux élus des collectivités locales algériennes (engagées dans un partenariat avec une collectivité française) seront communiqués aux collectivités françaises concernées. Les élections se sont déroulées dans de bonnes conditions, sans aucune difficulté particulière.
- la programmation d'une mission du groupe-pays à Alger du 21 au 24 avril 2006, afin de rencontrer les représentants de l'ambassade de France à Alger et de nous entretenir avec le ministère algérien de l'intérieur. Cette mission sera l'occasion notamment de mettre en place et de réunir le groupe de suivi (chargé de suivre l'évolution de la coopération décentralisée franco-algérienne) en application de la « feuille de route » élaborée lors des Rencontres de 2004.

Pour plus d'informations, contacter Linda Naili (chargée de mission) à l'adresse suivante :  
l.naili@cites-unies-france.org



## « ETONNANTE LETTONIE », SAISON LETTONE EN FRANCE

Annoncées en 2002 par Mme Vaira Vike-Freiberga et M. Jacques Chirac, les manifestations culturelles lettones en France se sont déroulées du 30 octobre au 10 décembre 2005 dans quatre villes principales : Paris, Bordeaux, Lyon et Strasbourg.

**Après la Hongrie, la République tchèque et la Pologne, la Lettonie est le quatrième pays nouvellement entré dans l'Union européenne à avoir fait l'objet d'une saison culturelle en France.**

De 20 événements prévus en octobre 2004, la programmation d'« Etonnante Lettonie » est passée à une soixantaine de manifestations labellisés avant l'été 2005 et à plus d'une centaine à la veille du festival. De même, à l'origine prévue dans quatre villes, cette Saison s'est étendue à plus d'une quinzaine de municipalités qui ont finalement accueilli des manifestations lettones.

### LE « PRINTEMPS FRANÇAIS EN LETTONIE »

Le « retour » de cette Saison culturelle a été décidé lors de la visite officielle de la Présidente de la République de Lettonie en France, alors qu'elle était reçue par M. Chirac. L'annonce a été faite officiellement par Mme Vike-Freiberga le 7 novembre à l'occasion d'une réception au ministère de la Culture et de la Communication. Cette saison française en Lettonie est prévue pour le printemps 2007. Le « Printemps français » en Lettonie constituera la plus grande manifestation culturelle française jamais organisée jusqu'à ce jour en Europe du Nord.

A cette occasion, les portes des musées, opéras, théâtres et autres institutions lettones seront ouvertes aux artistes français. Les organisateurs lettons ont en effet décidé de mobiliser leurs opérateurs pour faire de ce rendez-vous un grand succès. La culture sera, bien entendu, à l'honneur tout autant que les domaines, scientifique, économique ou touristique.

Du côté français, en plus de la mobilisation des institutions, les collectivités locales, les entreprises et la société civile constitueront les acteurs principaux du festival. De cette manière, la France pourra mettre en exergue la diversité culturelle régionale qui la compose et la façonne.

Le Printemps français bénéficiera de la place stratégique de la Lettonie dans les Pays Baltes et de son rayonnement dans la région pour diffuser ses créations et toucher le plus de populations possibles.

De nombreuses tournées d'artistes sont aussi prévues non seulement pour faire partager un certain nombre d'événements mais aussi pour créer des relations entre les différents acteurs culturels et artistes par l'intermédiaire de séjours, de résidences, d'ateliers et de coopération diverses inscrites dans la durée.

#### Commissariat FRANÇAIS

Contact : Daniel Schlosser, Conseiller du Directeur, Commissaire du Printemps français  
Tel : 01 53 69 83 95  
Mail : ds@afaa.asso.fr

#### Commissariat LETTON

Contact : Vita Timmermane-Moora, Commissaire du Printemps français  
Tel : 00 371 947 16 15  
Mail : vita.timmermane-moora@mfa.gov.fr

## République Tchèque

Présidente du Groupe Pays: Mme Marie-Françoise Müller, vice présidente du CR Bourgogne

« SERVICES D'INTERET GENERAL ET DEVELOPPEMENT LOCAL »

Colloque organisé à Prague, les 20 et 21 avril 2006

La manifestation, organisée par l'Ambassade de France à Prague, en partenariat avec Cités Unies France, se déroulera les jeudi 20 et vendredi 21 avril, à Prague, dans les locaux de la région de Bohême centrale.

Charles Josselin, président de Cités Unies France, participera au colloque, aux côtés de représentants de collectivités locales françaises et tchèques ainsi que de personnalités et d'experts sur les questions de législation européenne et de services publics locaux.

Le programme est consultable sur notre site internet.

Pour vous inscrire, veuillez écrire à [marina.furic@diplomatie.gouv.fr](mailto:marina.furic@diplomatie.gouv.fr)

### **Accord de partenariat entre Cités Unies France et l'Union des Villes et des Municipalités de la République tchèque (SMO CR) :**

A l'occasion de son déplacement à Prague, Charles Josselin, président de Cités Unies France, procédera, avec Oldrich Vlasak, président de la SMO CR, à la signature d'un accord de partenariat renouvelé entre les deux associations (un premier accord ayant été signé en février 2001).

Parmi les objectifs du partenariat figurent : le développement des coopérations franco-tchèques, la formation des personnels municipaux en République tchèque, la coopération en matière d'intercommunalité.

### **Formation de personnel municipal en République tchèque**

Dans le cadre de leur coopération, Cités Unies France et l'Union des Villes et des Municipalités de la République tchèque (SMO CR) ont élaboré un programme de formation, " La coopération internationale des collectivités locales ", destiné aux personnels de villes tchèques membres du réseau de la SMO. Cette session de formation s'intéresse d'une part à l'organisation d'un service RI au sein d'une ville (enjeux, fonctionnement), d'autre part aux programmes européens dont peuvent bénéficier les autorités locales pour soutenir leurs actions.

Le présent projet a fait lui-même l'objet d'une demande de cofinancement auprès de la Commission européenne (Programme d'action communautaire pour la promotion de la citoyenneté européenne active, "Jumelage des villes"). Il devrait se dérouler au second semestre 2006.

Les collectivités du groupe pays seraient alors sollicitées pour y participer et pour inciter leurs villes partenaires tchèques à y prendre part également.

**Pour plus de détails, consultez la rubrique « actualités » des pages consacrées à la République tchèque de notre site Internet.**

*Contact : Karine L'Hostis, chargée de mission ([k.lhostis@cites-unies-france.org](mailto:k.lhostis@cites-unies-france.org))*

## Groupe Pays Roumanie

Présidente du Groupe Pays: Mme Christiane Eckert, adjointe au maire de Mulhouse

### Micro-réunion technique sur le développement rural

Une réunion de préparation entre les partenaires français s'est tenue le 8 mars dernier, dans les locaux de Cités Unies France. Elle a permis aux chefs de file de cette réunion, Opérations Villages Roumains et l'association Solidarité Développement Rhône Roumanie, de définir les enjeux et objectifs de la réunion qui devrait se dérouler à Alba Iulia, au mois de mai.

**Ainsi, les discussions avec les partenaires roumains devraient porter sur les thèmes suivants :**

**A/ le programme national du développement rural dans le contexte européen : les méthodes de travail, la mise en place et la gestion du programme Leader Plus ou ce qui en tiendra lieu dans l'avenir (volet coopération internationale à organiser en Roumanie).**

**B/ la structuration et mise en réseau des coopérations existantes au niveau des communes, des judets et au niveau national**

**C/ le conseil agricole et rural : accompagnement et formation des acteurs en milieu rural.**

### Formation de personnels municipaux

CUF et son partenaire, l'Association des Maires de Roumanie (AMR, qui regroupe les grandes villes de Roumanie), ont co-organisé une session de formation sur la coopération internationale. Le séminaire s'est déroulé à Sinaia, en novembre 2005 et s'adressait à des responsables administratifs de villes membres du réseau AMR. Il a bénéficié d'un financement de la Commission européenne (programme " Aide au jumelage des Villes " de la DG EAC).

Devant le succès rencontré par cette formation, les deux associations ont décidé de renouveler l'expérience en 2006. L'AMR a donc déposé un nouveau projet auprès de la DG EAC de la Commission, il consiste en un séminaire de formation sur les collectivités locales et les fonds européens. En cas de réponse positive, le groupe pays Roumanie sera sollicité pour y participer et pour inciter les villes roumaines partenaires à y participer également.

A l'avenir, une telle collaboration pourra être envisagée avec la Fédération des autorités locales de Roumanie (FALR), de façon à travailler également avec les petites communes

### Bourse de jumelage

Les collectivités souhaitant s'engager vis-à-vis de collectivités d'Europe de l'Est sont invitées à se référer à la bourse de jumelage, disponible sur le site de Cités Unies France ou à prendre contact avec :

Andreas KORB : tél . : 01 53 41 81 99 ; ou [a.korb@cites-unies-france.org](mailto:a.korb@cites-unies-france.org)

Hélène MIGOT tél . : 01 53 41 81 82 ; ou [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)



## Etude sur les critères de sélection des projets jeunesse à l'international

La première réunion du comité de pilotage de l'étude lancée par le pôle Jeunesse sur les critères de sélection des projets jeunesse à l'international dans les Conseils Régionaux et Conseils Généraux a eu lieu le lundi 20 mars dans les locaux de Cités Unies France.

Les avancées de l'étude, les constats qu'elle a déjà dégagés et les orientations à venir ont été présentées à un panel représentatif des services Jeunesse et International de différents Départements et Régions. Il a notamment été question des critères retenus par les services, des distinctions par type de public et, d'une manière plus générale, de la complexité des questions jeunesse en raison du caractère transversal du dossier. Des idées pour la construction du corps de l'étude ont été mises à jour et seront très largement exploitées par le pôle Jeunesse pour la rédaction de l'étude.

Celle-ci est entrée dans une phase d'entretiens et d'analyses concrètes. A ce jour, près d'une dizaine de collectivités ont été interviewées afin de préciser les orientations qu'elles ont données à leur politique jeunesse à l'international et d'échanger autour des attentes qu'elles pourraient avoir par rapport au travail du pôle Jeunesse. De plus, le questionnaire envoyé à tous les Départements et Régions de France en janvier a rencontré un succès indéniable : près d'une cinquantaine de retours en tous genres ont été enregistrés à Cités Unies.

A noter : il n'est pas encore trop tard pour renvoyer le questionnaire complété !

La prochaine réunion du comité de pilotage aura lieu le lundi 24 avril 2006, à 14h30, dans les locaux de Cités Unies France. Toute personne intéressée peut contacter Fabiola Rivas, chargée de mission jeunesse (01 53 41 81 81 ; [f.rivas@cites-unies-france.org](mailto:f.rivas@cites-unies-france.org))



## Réunion d'information sur la Turquie

A la Suite de la réunion organisée par la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), le mardi 13 décembre 2005, portant sur les perspectives possibles du développement de la coopération décentralisée franco-turque, il a été décidé de mettre en place un groupe de travail, dont le secrétariat serait assuré par Cités-Unies-France.

Ce groupe de travail, qui regroupera notamment les collectivités locales françaises engagées ou intéressées à engager un rapprochement avec des collectivités turques, permettra d'approfondir la réflexion sur les perspectives d'une coopération décentralisée avec la Turquie, sachant que les autorités turques ont manifesté leur volonté de développer l'autonomie locale en adoptant de nouvelles dispositions au cours de l'année

Cités Unies France organise une réunion d'information, le 26 avril 2006 de 10h à 13h dans ses locaux, 9 rue Christiani 75018 Paris (métro Barbes-Rochechouart).

Cette réunion sera l'occasion de faire le point sur l'état d'avancement de l'intégration de la Turquie à l'Union européenne, de comprendre la réalité de l'administration et des politiques turques, ainsi que de réfléchir aux perspectives de partenariats avec des collectivités turques, au vue des coopérations décentralisées européennes existantes avec la Turquie.

Pour plus d'information, contacter : Andreas Korb [a.korb@cites-unies-France.org](mailto:a.korb@cites-unies-France.org)



## Première réunion du groupe « Tourisme responsable », le 10 mars 2006

Le groupe "Tourisme responsable" a tenu sa première réunion le 10 mars dernier sous la présidence de Jean-Claude Mairal, Vice-président de la Région Auvergne. Ce fut l'occasion, pour Jean-Jacques Courtant (ministère de l'Agriculture/ministère des Affaires étrangères), de présenter en avant première le dernier vademecum de la CNCDD "Coopération décentralisée, tourisme responsable et solidaire et développement des territoires".

Le Forum international du tourisme responsable et du commerce équitable (FITS), tenu au Mexique les a également été présenté par Gilles Béville (ministère des Affaires étrangères). Les collectivités présentes ont également fait part de leur volonté de poursuivre les échanges sur cette thématique, et ont abordé les questions de l'accompagnement du touriste, mais également l'accompagnement des acteurs partenaires. La nécessaire articulation des actions entreprises par les collectivités et les autres acteurs du tourisme responsable a également été soulignée.

Les demandes d'intervention des collectivités françaises par les partenaires étrangers se multiplient : le Vietnam et la Serbie ont ainsi sollicité les collectivités, à travers Cités unies France pour les aider dans leurs actions. Une délégation française se rendra en Serbie au Salon du Tourisme de Belgrade, les 19 au 23 avril prochain.

Rendez-vous a également été fixé pour les **20 et 21 juin en Auvergne** pour un séminaire sur "la coopération décentralisée et le tourisme responsable" où seront reprises les conclusions du FITS et en particulier les ateliers sur les collectivités locales. Des ateliers permettront aux participants d'échanger leurs expériences, mais également de proposer des actions communes. Le programme sera bientôt disponible sur notre site.

Contacts :

Ghislain Brégeot  
[g.bregeot@cites-unies-france.org](mailto:g.bregeot@cites-unies-france.org)

Julien Buot  
[tourisme.responsable@cites-unies-france.org](mailto:tourisme.responsable@cites-unies-france.org)

## **Dialogue de haut niveau entre les Autorités Locales, les Ministres et les Parlementaires lors du Forum Mondial de l'Eau**

A la veille de la Journée Mondiale de l'eau, des Maires et présidents d'exécutifs locaux de Cités et Gouvernements Locaux Unis, ont participé à un dialogue de haut niveau avec les Ministres et les Parlementaires. « Nous demandons aux Etats de reconnaître le rôle fondamental des gouvernements locaux dans la protection et la gestion durable de l'eau », a indiqué Paco Moncayo, Maire de Quito et Co-Président de CGLU. Le Président de Cités Unies France, Charles Josselin a également tenu à souligner que « ce sont les gouvernements locaux qui sont comptables des difficultés et des souffrances de leurs concitoyens, victimes de gestion insuffisante ou parfois totalement absente ».

Les Maires et présidents de gouvernements locaux du monde doivent faire face, sur le terrain, à une crise mondiale de l'eau qui empêche un humain sur quatre d'avoir accès à l'eau en quantité et en qualité suffisantes, une personne sur deux ne bénéficiant pas d'un système d'assainissement correct. C'est pourquoi la Déclaration des Gouvernements Locaux de CGLU sur l'Eau (disponible à l'adresse : [www.cities-localgovernments.org](http://www.cities-localgovernments.org)) qui a été présentée, lors de la cérémonie de clôture du Forum, demande aux gouvernements nationaux de travailler avec les gouvernements locaux pour atteindre, d'ici à 2015, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) des Nations Unies : notamment réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas un accès durable à l'eau potable.

« Le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement reste la première cause de mortalité infantile dans le monde », a déclaré Bertrand Delanoë, maire de Paris et Co-Président de CGLU. « Ce constat dramatique nous a conduit à développer une solidarité directe entre les collectivités locales et à inventer des modes de financement solidaire. »

Omar El Bahraoui, Vice-Président de CGLU Afrique et maire de Rabat (Maroc) a ajouté : « Même si les OMD sont atteints, ce qu'il est encore difficile d'imaginer pour le moment, la moitié de la population du monde, qui ne dispose pas de l'accès à l'eau potable connaîtra toujours le même drame. Il est donc très important que les gouvernements locaux puissent travailler sur ce problème. Nous, les Maires, voulons faire tout notre possible pour contribuer aux efforts nationaux et internationaux. »

Les élus et responsables locaux ont participé, le 22 mars, aux tables rondes ministérielles. Ils ont apporté leur point de vue et leur expertise en matière de finances, de formation, de décentralisation, de transfert de technologies, de gestion de l'eau et de protection de l'environnement. Une réunion des Maires et des responsables locaux a eu lieu le 20 mars, à l'initiative d'Enrique Peña Nieto, Gouverneur de l'état fédéral de Mexico et Président de la Commission Gestion Locale de l'Eau et de l'Assainissement de CGLU, conjointement avec la ville de Mexico. Selon lui, « l'Etat de Mexico assume la présidence de la Commission Eau et Assainissement de CGLU avec la conviction de pouvoir développer une gestion intégrée, équitable et durable des ressources hydriques, grâce à la coopération entre les gouvernements locaux et la communauté internationale. »

Cités et Gouvernements Locaux Unis : [www.cities-localgovernments.org](http://www.cities-localgovernments.org)

**Dans le cadre de ce 4<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau de Mexico, ouvert à tous les acteurs mondiaux concernés par l'eau et l'assainissement, CGLU a pu organiser avec la ville de Mexico, un forum des collectivités locales sur les questions de l'eau et l'assainissement.**

**À la clôture de ce forum, avec les ministres concernés venus des pays du monde entier, ce sont Paco Moncayo, maire de Quito et co-président de CGLU et Charles Josselin, président de Cités Unies France, qui ont porté la parole des collectivités locales du monde.**

**Paco Moncayo, Maire de Quito, a lu la déclaration finale du Forum et Charles Josselin, un discours exprimant les attentes des collectivités locales sur les questions liées à l'eau.**

Adresse de Charles Josselin, président de Cités Unies France, aux ministres du monde entier en charge des questions liées à l'eau.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Je vous exprime tout d'abord ma grande satisfaction de participer au dialogue organisé ici dans le cadre du Forum Mondial de l'Eau, entre Ministres et responsables locaux et s'inscrivant exactement dans la ligne du thème choisi par le Président Fauchon et son équipe « Un défi mondial, une réponse locale ».

C'est aussi un honneur pour moi d'être ici avec Paco Moncayo, le porte-parole de l'organisation mondiale Cités et Gouvernements Locaux Unis qui, après seulement deux années d'existence, s'affirme avec force sur la scène internationale.

Nous ne voulons pas faire l'injure aux ministres de ne pas connaître les réalités sociales et environnementales de leurs pays, surtout pas Madame Olin, mais les élus locaux sont par définition sur le terrain. Confrontés, ici à l'explosion démographique des villes, là au dépeuplement des campagnes.

Partout ils sont comptables des difficultés, parfois des souffrances de leurs concitoyens victimes d'une gestion trop souvent insuffisante des services de l'eau et de l'assainissement.

Ils sont les témoins privilégiés des inégalités en matière d'accès à l'eau potable qui voit les pauvres payer le prix fort et parfois les plus riches s'efforcer d'échapper au paiement de la redevance, et que dire de l'absence d'assainissement qui porte en elle, tous les dangers, d'abord pour les enfants.

Les pouvoirs que leur confère la légitimité démocratique font des élus locaux les arbitres autorisés pour gérer les conflits d'usage. En charge de l'aménagement et du développement de leur territoire, ils sont tenus d'avoir une approche globale, une vision prenant en compte l'ensemble des activités productrices susceptibles d'accroître ou de réduire la pollution de l'eau.

Ils sont enfin en lien avec les organisations de la société civile les mieux à même de créer les conditions d'une authentique participation citoyenne, corollaire d'un comportement responsable du consommateur ou de l'utilisateur du service public.

Conscients de leur responsabilité dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement comme ils l'ont exprimé l'an dernier à Pékin lors de leur Premier Forum Mondial, les maires et élus locaux, désormais organisés dans une seule organisation, CGLU, qui monte en puissance, entendent prendre toute leur place dans la bataille engagée pour relever le défi de l'eau et donner au droit à l'eau l'effectivité sans laquelle il n'est qu'un discours.

Mais l'affirmation du rôle des élus ne saurait en aucun cas invalider ou disqualifier le rôle des Etats et des gouvernements nationaux. La décentralisation vous interpelle, elle ne vous excuse pas ! Au contraire, et comme en témoigne la 4<sup>ème</sup> partie de notre déclaration de Mexico, nous aurons besoin d'Etats construits, de Ministères efficaces et soucieux des équilibres territoriaux et du principe d'égalité des citoyens.

Nous attendons de vous non seulement la reconnaissance du rôle fondamental des Gouvernements Locaux, mais aussi la mise en place des outils juridiques et financiers indissociables d'une bonne gouvernance de l'eau et de l'assainissement et permettant de répondre aux questions essentielles que posent nos concitoyens : qui fait quoi et avec quels moyens ?

A la limpidité de l'eau doit correspondre la transparence des procédures et des mécanismes financiers.

(suite page suivante)

(suite du discours de M. Josselin)

Mais plus encore nous attendons que vos collègues ministres des finances, que vos choix budgétaires fassent la preuve que l'eau et l'assainissement sont une priorité authentique. Nous souhaitons enfin que vos gouvernements au sein des Institutions Multilatérales, des Nations Unies, des Institutions Financières Internationales, de l'OMS, ou de l'OMC exercent ensemble la pression pour que la priorité à l'Eau et à l'Assainissement soit au cœur de la solidarité multilatérale.

Volonté politique  
Bonne gouvernance  
Solidarité à tous les étages de l'organisation du monde

Les élus français, déjà très engagés sur la voie de la coopération décentralisée qu'une loi récente en matière de solidarité sur l'eau va encore développer, prendront toute leur part au sein de CGLU pour faire progresser ces trois piliers, sur lesquels nous fondons nos espérances.

J'y ajouterai un quatrième pilier. Ce n'est pas par simple référence vis-à-vis du Mexique que je veux remercier, à mon tour, pour l'efficacité de l'organisation et la chaleur de l'accueil. Le métissage de ce pays y est pour quelque chose. Il est indispensable de l'appliquer comme un principe partout et d'offrir à tous, des solutions nécessairement différentes. Métissage des acteurs : Etat et collectivités locales, services publics et entreprises privées ; métissage des solutions : investissements lourds et microprojets : métissage de financements : contribuables, usagers et aide publique au développement.

Parmi les bonnes nouvelles ici, il y a la prise de conscience de l'interdépendance du monde : nous vivons tous sur la planète et nous n'en avons qu'une.

Mesdames, Messieurs les Ministres, la volonté que j'exprime est celle de l'ensemble des élus du monde qui sont convaincus qu'en luttant en faveur de l'eau pour tous, ils participent au combat contre les inégalités du monde. C'est aussi le plus sûr moyen de garantir sa sécurité.

Nous vous proposons un partenariat loyal mais exigeant. Nous serons au prochain rendez-vous d'ores et déjà fixé.

**Charles Josselin**

## CGLU

Créée en mai 2004, "**Cités et Gouvernements locaux unis**" est issue de la fusion entre la Fédération Mondiale des Cités Unies (FMCU), International Union of Local Authorities (IULA) et Métropolis.

En regroupant maires et élus locaux, Cités et Gouvernements Locaux Unis est une véritable organisation mondiale de collectivités locales, dotée d'une structure démocratique. Cette organisation offre aux citoyens un moyen d'expression au niveau mondial par la voix de leurs élus locaux. Les villes, collectivités locales ou associations adhérentes de Cités et Gouvernements Locaux Unis sont, de plein droit, membres de son Assemblée générale.

Cités et Gouvernements Locaux Unis a son siège à Barcelone, Espagne, et vous pouvez prendre contact à l'adresse suivante :

Cités et Gouvernements Locaux Unis  
Carrer Avinyo 15  
08002 Barcelona  
Espagne

Tel : + 34 93 34 28 750  
Fax : + 34 93 34 28 760  
Email : [info@cities-localgovernments.org](mailto:info@cities-localgovernments.org)



## Prévisions: 1er Semestre 2006

### Avril 2006

- v 3 avril : Formation : « S'engager en coopération décentralisée »
- v 4 avril : Formation : « Le partenariat au cœur de la coopération décentralisée »
- v 5 avril : Formation : Le financement de la coopération décentralisée »
- v 11 avril : Comité de pilotage des Rencontres franco-brésiliennes, de 14h30 à 17h, à
- v 20 avril : A Belgrade, séminaire sur le tourisme et la coopération décentralisée.
- v 20-21 avril : « Services d'intérêt général et développement des territoires », Prague, République tchèque
- v 21-24 avril : Mission en Algérie (Comité de suivi)
- v 24 avril : réunion Groupe Pays Mauritanie, à Orléans, Conseil Régional Centre.
- v 26 avril : réunion Turquie, à CUF, de 10h à 13h.
- v 25 avril : Réunion d'information sur Africités 4, de 14h30 à 17h, à CUF

**27 et 28 avril 2006**  
**Colloque scientifique**  
à l'occasion des 30 ans  
de Cités Unies France  
**« La coopération décentralisée  
change-t-elle de sens ? »**  
La Sorbonne, Paris

*Pour plus d'informations, merci de contacter*  
*Hélène MIGOT : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)*

### Mai 2006

- v 3 mai : Assemblée Générale du RCDP
- v Début mai (à confirmer) : conférence sur la décentralisation en Croatie
- v 10-12 mai : Etats Généraux du CCRE, Innsbrück
- v 11-12 mai : Assises de la Coopération décentralisée à Madagascar, Tananarive, Madagascar
- v 17 mai : Conseil national de Cités Unies France, à CUF
- v 22-24 : 1<sup>ère</sup> Rencontre de la coopération décentralisée franco-brésilienne, Marseille
- v Journée d'information sur la Croatie, Paris
- v Réunion du Groupe-Pays Israël
- v 30 mai : réunion « interpôle » Jeunesse-Afrique à CUF, toute la journée.

### Juin 2006

- v 14 juin : réunion Groupe Pays Etats-Unis, à CUF
- v 20-21 juin : séminaire sur la coopération décentralisée et le tourisme responsable
- v 22-23 juin : Ateliers de la coopération décentralisée franco-slovaque : « Comment définir et mettre en place des politiques de développement durable », Presov, Slovaquie
- v Journée de sensibilisation sur la Serbie

*Pour plus d'informations, merci de  
prendre contact  
avec les chargés de mission de Cités Unies  
France.*



## Collection « groupe - pays » : 25 euros

- v Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- v Dossier pays ROUMANIE (2005)
- v Dossier pays HONGRIE (2005)
- v Dossier pays POLOGNE (2004)
- v Dossier pays SLOVAQUIE (à paraître)
- v Dossier pays CHINE (2004)
- v Dossier pays MAROC
- v Dossier pays TUNISIE
- v Dossier pays BRÉSIL (à paraître)

## Collection « groupe - pays » : 40 euros

(Nouvelle édition comprenant le Répertoire des partenariats)

- v Dossier pays VIETNAM (2005)
- v Dossier pays NICARAGUA (2006)
- v Dossier pays JAPON (à paraître)
- v Dossier pays CROATIE (à paraître)

## Collection « réflexion » : 15 euros

- v Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale, 2003
- v Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé, 2003
- v Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne, 2002
- v Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (à paraître)



## Ouvrages hors collection

- v Actes des 2<sup>èmes</sup> Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) : 25 euros
- v Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) : 15 euros

## Répertoires des partenariats de coopération décentralisée : 12,50 euros

Répertoire des partenariats ...

- v franco-tchèques
- v franco-hongrois
- v franco-algériens
- v franco-marocains
- v franco-américains
- v franco-mauritaniens
- v France - Amérique Latine et Caraïbes
- v franco-roumains
- v franco-chinois
- v franco-palestiniens
- v franco-tunisiens
- v franco-bénois

## **BON DE COMMANDE** à retourner à Cites Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom : ..... Prénom.....  
Fonction.....  
Collectivité ou Institution .....  
Adresse.....  
.....  
CP..... Ville.....  
Tél./Fax .....  
Email.....

- Je joins un chèque de ..... euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

*L'envoi (en France) est compris dans le prix*

*Pour plus d'information, merci de contacter Katarina FOTIC : [peco@cites-unies-france.org](mailto:peco@cites-unies-france.org).*

**NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.**

*Télécharger le bon de commande : <http://www.cites-unies-france.org/btml/cuf/cuf5.html>*

**N'hésitez pas à envoyer vos messages à : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)**

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet